

Madame / Monsieur,

Vous le savez aussi bien que nous, la situation ne s'arrange pas dans l'agglomération de Cergy-Pontoise en terme de présence de médecins généralistes.

Or, face au désert médical qui s'étend, à quoi assistons-nous ?

Un médecin quitte Cergy pour... Pontoise ; une autre quitte Pontoise pour... Saint-Ouen l'Aumône ; les cabinets ferment sans que des remplaçants aient pu être trouvés ; le maire de Méry-sur-Oise débauche en personne deux médecins de Pontoise pour les accueillir dans sa nouvelle maison médicale...

Alors que nous avons besoin d'une réponse collective, c'est le sauve qui peut et le chacun pour soi qui priment.

Depuis plus d'un an, le Collectif Santé Agglo, qui regroupe plusieurs associations de Cergy-Pontoise, demande que la question soit posée et travaillée dans le cadre d'une politique de santé territoriale coordonnée : afin d'arrêter ce processus délétère de mise en concurrence entre nos communes ; afin d'avoir une réponse coordonnée sur le bassin de vie des habitants de la CACP.

Le collectif propose la solution d'un Centre Intercommunal de Santé, dans lequel les professionnels de santé seraient salariés par l'agglomération, travailleraient en équipe, pratiqueraient le tiers payant et refuseraient tout dépassement d'honoraires. Il se trouve que ce type de structure, autrefois appelé dispensaire, séduit de plus en plus de collectivités locales (villes, agglomérations et même départements) et correspond au souhait de très nombreux jeunes médecins, hommes et femmes, qui ne souhaitent plus travailler 70 heures par semaine comme le faisaient leurs prédécesseurs. Les formes juridiques et organisationnelles de ce Centre de Santé intercommunal sont encore à réfléchir. Des réponses intéressantes mais trop partielles peuvent certainement en être les germes et pour le moins feront partie de son architecture.

Un appel en ce sens, adressé à Jean-Paul Jeandon, signé par 121 professionnels de santé de toutes disciplines, exerçant ou ayant exercé dans l'agglomération, n'a malheureusement pas pu lui être remis en main propre. En effet, le président de l'agglomération n'a pas jugé bon de nous recevoir en personne et a laissé ce soin à une conseillère communautaire, Keltoum Rochdi. Étant donné le caractère exceptionnel de notre demande, la santé ne faisant pas partie des compétences de l'agglomération, une conseillère, quelles que soient ses qualités, ne pouvait

être en mesure de nous répondre. Nous avons donc réédité notre demande de rendez-vous le 7 février dernier, toujours sans réponse à ce jour.

Devant ce mur, nous avons entrepris de faire signer une pétition à la population de l'agglomération. Il suffit de nous accompagner un quart d'heure pendant que nous faisons signer cette pétition pour prendre conscience du désarroi de nos concitoyens et de l'enthousiasme que suscite notre proposition. Au jour où nous vous écrivons, plus de 5300 Cergyponains ont déjà signé, dont de nombreux habitants de votre commune.

Et la campagne continue.

Parce que nous pensons que ce combat contre l'extension du désert médical doit être l'affaire de tous les élus, nous aimerions vous rencontrer pour connaître votre point de vue sur le sujet et savoir si vous comptez soutenir activement notre démarche.

Avec nos plus sincères salutations dévouées au bien commun

Pour Cergy Demain, Sanaa Saitouli

Pour Décidons Cergy, Bruno Jacquin

Pour Éragny la Citoyenne, Pierrette Borne

Pour Jouy-le-Moutier en commun, Brice Errandonea

Pour le Mouvement et Santé, Dominique Juge

Pour Pontoise à gauche vraiment, Lionel Zucker

Pour l'Unafam, Catherine Peyrard